

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 31 JANVIER 1906.

Proposition de loi réglementant le travail dans les briqueteries (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. de GHELLINCK d'ELSEGHEM.

MESSIEURS,

La proposition de loi qui est soumise à notre examen et à nos délibérations a pour but de mettre fin à certains abus qui se commettent dans une industrie spéciale, celle de la briqueterie, en violation de la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail, et de celle du 16 août 1887 sur le payement du salaire.

L'article 1^{er} de la loi de 1900 sur le contrat de travail donne une définition du mot ouvrier, et classe parmi les ouvriers certaines catégories spéciales de travailleurs, les ouvriers et les contremaîtres, au sujet desquelles il y aurait pu y avoir contestation.

L'article va encore plus loin et décide que toutes les stipulations entre chef d'entreprise et une de ces catégories de travailleurs, tendant à faire passer ces derniers pour entrepreneurs, sont nulles de plein droit. Il n'admet même pas qu'on puisse faire la preuve du contraire.

Devant ces textes si clairs et si formels, il semble donc impossible que des chefs d'entreprises aient pu réussir à faire déclarer « entrepreneurs » des travailleurs qui tombaient sous la définition étendue de l'article 1^{er} de la loi de 1900. C'est ce qui a cependant été décidé pour les chefs de table dans l'industrie de la briqueterie, par un certain nombre de jugements. La Cour de cassation a même admis cette jurisprudence; nous verrons plus loin dans quelles limites et par quels considérants.

(1) Proposition de loi, n° 199 (session de 1904-1905).

(2) La section centrale, présidée par M. Nerinx, était composée de MM. Gillès de Pelichy, Firmiez, Davignon, Maenhaut, Persoons et de Ghellinck d'Elsegheem.

Tout le monde sait que dans certaines briqueteries, notamment celles des environs de Bruxelles, les ouvriers briquetiers sont organisés par brigade ou groupe ; c'est une forme spéciale de l'organisation du travail sur les chantiers, et le chef de groupe ne s'engage, vis-à-vis du chef de l'entreprise, qu'à lui fournir les ouvriers nécessaires à la bonne marche du travail de sa table. Pour le surplus, le chef de groupe travaille avec les autres ouvriers ; il ne spéculé pas sur leur salaire ; il ne touche pas un salaire supérieur à celui des autres ouvriers, mais se contente de partager entre tous ceux du même groupe la somme convenue pour le travail fourni.

Malgré la loi de 1900, les patrons briquetiers ont décliné toute responsabilité ; ils s'en déchargent sur le chef de groupe. Celui-ci n'est admis en cette qualité sur les chantiers que s'il signe un engagement par lequel il se reconnaît entrepreneur. Le règlement d'atelier est affiché avec cette mention et, en dépit de la loi, la responsabilité du patron retombe tout entière sur un travailleur que la loi non seulement reconnaît comme ouvrier, mais qu'elle protège contre cet abus, en stipulant que la preuve contraire, (contre sa qualité d'ouvrier, par conséquent) ne peut être admise.

Les conséquences de ces manœuvres sont excessivement graves ; il en résulte que ce n'est plus le patron qui est poursuivi lorsque, par exemple, il y a infraction à la loi de 1889 protégeant le travail des femmes et des enfants. C'est le chef de brigade qui, bien que simple mandataire du patron briquetier, s'est vu dresser procès-verbal et qui parfois a été condamné. Il en est de même de toutes les autres infractions aux lois sociales, notamment à la loi de 1887 sur le paiement des salaires, et les conséquences de cet abus sont devenues d'autant plus graves que d'après cette jurisprudence, la responsabilité des accidents du travail pourrait retomber sur ce malheureux chef de brigade et non sur le patron.

On se demande comment cette jurisprudence a pu s'établir, et la question devient plus intéressante encore lorsqu'on recourt aux travaux préparatoires.

Quand on reprend l'exposé des motifs du projet de loi sur le contrat de travail, déposé le 27 novembre 1896 par M. Nyssens, à cette époque ministre de l'industrie et du travail, et surtout quand on rapproche ce texte du développement que l'honorable rapporteur, M. Hoyoïs, y a donné dans son rapport du 24 février 1898, on peut s'étonner du flottement de la jurisprudence en cette matière. Il semble que le texte si clair de l'article 2 de la loi sur le contrat de travail, entouré de ses commentaires, ne puisse laisser de doute dans l'esprit de personne sur l'intention du législateur. Et cependant, la jurisprudence a varié, le texte de la loi a été compris et interprété différemment, et il a fallu que ce nouveau projet fût déposé pour défendre plus formellement encore ce que la loi de 1900 a été impuissante à empêcher.

Voici, en effet, ce que nous lisons dans l'Exposé des motifs du projet de loi, aux commentaires de l'article 2 :

« Dans certaines entreprises, il arrive que l'ouvrage doive être effectué » par un groupe d'ouvriers travaillant à profit commun, sous la direction » d'un chef de groupe. Souvent, celui-ci recrute lui-même ses collaborateurs

» et s'arrange avec eux pour le règlement des salaires. Cette situation se
» présente, avec des modalités diverses, dans les ateliers de construction,
» les houillères, les *briqueteries* (1), les ardoisières, l'industrie des équi-
» pages, etc. Dans ce cas, le chef de groupe devient-il entrepreneur vis-à-vis
» du chef d'entreprise et chef d'entreprise lui-même vis-à-vis des ouvriers
» de son groupe?

« L'article 2 résout la question de la manière que voici : du moment que
» le chef de brigade s'est engagé dans les conditions spécifiées à l'article 1^{er},
» il n'est, à l'égard de ses collaborateurs, considéré que comme un manda-
» taire du chef d'entreprise, tout en restant vis-à-vis de celui-ci un simple
» ouvrier, dès lors, le contrat de travail des collaborateurs se lie non pas
» avec le chef du groupe, mais avec le chef d'entreprise. Il importe de faire
» de cette règle une présomption *juris et de jure*, sinon il serait trop aisé au
» chef d'entreprise de se dégager de ses obligations en stipulant qu'il
» décline toute responsabilité. L'article 2 interdit, en conséquence, la preuve
» contraire. »

Ce passage de l'Exposé des motifs vise parfaitement la situation qui nous occupe ; il s'y adapte adéquatement, non pas en termes vagues, mais il prévoit l'organisation du travail dans les briqueteries en toutes lettres, et il résout la question sans qu'il soit possible de garder le moindre doute sur l'intention de l'auteur de la loi et du législateur qui l'a adoptée. Le cas spécial est prévu, et la solution de la question est donnée *in extenso*.

Quand, après cela, nous recourons au rapport si complet et si explicite de l'honorable M. Hoyoïs, les doutes sont encore moins possibles qu'avant, puisque le rapport s'occupe d'une manière spéciale de l'organisation du travail dans les briqueteries.

Voici ce que nous lisons dans le rapport de M. Hoyoïs, aux commentaires sur l'article 2 :

« L'article 2 du projet de loi prévoit un cas particulier, celui d'ouvriers
» engagés eux-mêmes dans les conditions de l'article 1^{er} et devant, en vue
» de l'exécution des travaux convenus, organiser ou conduire des groupes
» ou brigades. Il dispose que vis-à-vis de leurs collaborateurs, fussent-ils
» recrutés par eux, ces ouvriers ne sont pas substitués au chef d'entreprise,
» ne deviennent pas chefs d'entreprise eux-mêmes, mais sont présumés agir
» à titre de mandataires du chef d'entreprise. Cette présomption est même
» *juris et de jure*, c'est-à-dire qu'elle ne peut être renversée par la preuve
» contraire.

« Comme le dit l'Exposé des motifs, cette situation se présente, avec des
» modalités diverses, dans les ateliers de construction, les houillères, les
» ardoisières, etc. ».

Comme on le voit, ce passage est clair ; la portée de l'article 2 y est mise en pleine lumière ; le passage du rapport s'adapte aux conditions de travail des chefs de brigade de l'industrie briquetière et leur situation juridique y

(1) Ces mots ne sont pas soulignés dans l'Exposé des motifs.

est nettement définie. Tout ceci est déjà suffisamment explicite, mais voici qui l'est plus encore. Le rapport, en effet, continue comme suit :

« Cette situation se rencontre aussi dans *l'industrie de la briqueterie* (1).
» C'est même *uniquement* (1) de l'application à cette dernière de la disposition proposée qu'il a été question dans les échanges de vues qui ont eu lieu
» dans les diverses sections de la Chambre, lors de l'examen de cet article du
» projet de loi.

» Il importe de remarquer que pareille disposition ne se rencontre ni dans
» les législations étrangères sur la matière ni dans les avant-projets de la
» commission de 1891 et du Conseil supérieur du Travail.

» Il n'a été parlé de rien de semblable, ni dans le rapport de M. Dejace,
» ni dans celui de M. Prins, ni dans les discussions qui ont eu lieu devant le
» Conseil supérieur du Travail.

» La Section centrale n'en a pas moins regardé la disposition proposée
» comme extrêmement utile et de nature à couper court à des abus qui ont
» été maintes fois signalés,

» Elle n'a pas cru pouvoir faire sien le vœu d'une des sections que « pour
» que l'article 2 du projet reçoive son application, les hommes de la brigade,
» du groupe, devraient avoir été choisis par le patron lui-même » — la qualité
» de mandataire attribuée au chef de groupe ou de brigade s'étendant au
» recrutement auquel il lui arrive de procéder, comme à la direction du
» travail. »

Avant le dépôt du projet de loi sur le contrat de travail, les abus signalés dans le développement de la proposition de loi de MM. de Bethune et consorts avaient déjà soulevé des protestations et même donné lieu à des procès. Avant 1896 déjà, les patrons briquetiers attribuaient la qualité d'entrepreneurs aux chefs de table, et on comprend qu'en l'absence de textes formels définissant la situation juridique de ces derniers, la jurisprudence fût soumise à des fluctuations. Ces abus étaient même tellement fréquents, que toutes les sections de la Chambre s'en sont occupées, comme nous venons de voir, lors de l'examen du projet de loi en 1896. L'article 2 constituait une innovation de la législation, mais la section centrale n'a pas cru devoir s'arrêter à cette considération et c'est à bon escient qu'elle a admis le texte de M. le Ministre Nyssens. Bien plus, elle a rejeté une atténuation de la stipulation nouvelle proposée par une des sections de la Chambre. La section centrale de 1896-1897 a donc mûrement étudié la question, elle ne l'a résolue qu'après en avoir pesé toutes les conséquences, et elle était en droit d'attendre de cette mesure la fin des graves abus si souvent signalés dans l'organisation du travail dans les briqueteries.

La section centrale de 1896-1897 a voulu que la responsabilité restât pesée tout entière sur le patron briquetier; le rapport de M. Hoyois est formel à cet égard; et elle a été amenée à trancher une autre difficulté encore et à examiner le problème sous une autre face.

(1) Ces mots ne sont pas soulignés dans le rapport.

« L'on s'est demandé dans deux sections, lisons-nous dans le même rapport, » s'il est juste de faire assumer éventuellement par le patron la responsabilité des faits et gestes du chef de groupe ou de brigade. Dans les limites » de l'article 2, oui. Ces chefs de groupe ou de brigade sont, vis-à-vis du » patron, des ouvriers engagés dans les conditions définies à l'article 1^{er} : » ils agissent comme « préposés » du patron. Il est donc naturel que celui-ci » ne puisse pas décliner la responsabilité des actes qu'ils posent en qualité » de mandataires. »

Il résulte de ces commentaires que pour tous les actes que les chefs de brigade posent en qualité de mandataires du patron briquetier, par exemple au point de vue de l'embauchage des ouvriers, de la sécurité du travail, etc., la responsabilité retombe sur le patron, bien entendu lorsque ces préposés sont engagés dans les conditions définies à l'article 1^{er}. Il en résulte aussi que c'est le patron, et non le chef de brigade, qui supporte, dans les limites prévues par la loi, la responsabilité des accidents du travail.

C'est du reste dans ce sens que l'ont compris les commentateurs de la loi sur le contrat de travail. Dans ses développements, M. de Bethune reproduit l'avis de M. Mavaut dans son ouvrage : *Loi sur le contrat de travail*, et celui de M. Abel : *Les lois sur le contrat de travail*. A ces avis autorisés, nous pourrions ajouter encore d'autres opinions, notamment celle de l'honorable M. Cooreman, Ministre du travail, au moment de la discussion du projet de loi déposé en 1896.

Voici, en effet, ce qu'il répond à l'honorable M. Renkin qui lui avait posé la question de savoir si un chef de table, dans l'industrie de la briqueterie, devait être considéré comme ouvrier en vertu de l'article 2, ou bien, si on devait le considérer comme entrepreneur.

« Nous rentrons, dit M. Cooreman, dans l'application de l'article 2, parce » que l'ouvrier que vous supposez s'engage véritablement lui-même au » service du patron ; » et plus loin, il ajoute : « instantanément, après son » engagement, il se charge de l'organisation d'une brigade. En s'engageant, » il se met sous la direction et l'autorité du patron, et en organisant » pour lui une brigade, il met, par le fait même, sous la direction, l'auto- » rité et la responsabilité du chef d'entreprise, les ouvriers avec lesquels il » se présente. »

Ce texte est clair et ne laisse aucun doute sur l'opinion du Ministre de l'époque.

A l'appui de sa thèse, l'honorable Ministre dit encore : « Ceci vous deviendra encore plus clair, lorsque je vous aurai fait connaître quelques jugements ; » et il cite les jugements de Courtrai et de Laeken, dont il est fait mention dans les développements de la proposition actuelle.

Comme on le voit, tous ceux qui se sont occupés de cette matière ont eu tous la même opinion au sujet de la situation juridique des chefs de brigade dans les briqueteries.

Nous avons dit plus haut que l'article 2 de la loi ne 1900 constitue une innovation dans la législation ; c'est exact, lorsqu'il s'agit d'un texte de loi, mais ces idées avaient déjà été admises par des magistrats et développées

dans leurs jugements. C'est ainsi que le jugement du juge de paix de Laeken, du 19 août 1897, auquel se référerait l'honorable ministre, M. Cooreman, contient le passage suivant :

« Dans l'industrie briquetière, les chefs mouleurs ou chefs de table sont » de simples ouvriers et non des entrepreneurs.

» En dehors de leur travail manuel, ils se bornent à engager les autres » ouvriers qui composent la table et à recevoir le salaire pour toute la bri- » gade ; ils partagent le salaire par parts égales entre tous les ouvriers de la » table, sans spéculer sur la part de ceux-ci ; tout comme leurs compagnons, » les chefs mouleurs ou chefs de table ne sont rétribués que pour le simple » travail manuel qu'ils ont effectué.

» L'organisation des ouvriers briquetiers par groupes connus sous la » dénomination de *tables* n'est qu'une forme spéciale du louage de services, » dont la seule raison d'être est de faciliter l'embauchage des ouvriers par » le patron briquetier. »

Nous devons nous demander à présent comment il se fait que la jurisprudence de la Cour de cassation ait pu se déclarer en sens contraire.

Un arrêt de la Cour de cassation, rendu sur rapport de M. le procureur général Janssens, est très explicite à cet égard. Cet arrêt est du 10 juillet dernier, il a donc été rendu après l'interpellation de M. Maenhaut sur cette matière.

Le jugement attaqué décidait que les chefs de table sont non des mandataires, mais de véritables chefs d'entreprise, et il avait, en conséquence, condamné un chef de table pour violation à la loi du 13 décembre 1889 sur le travail des femmes et des enfants.

L'arrêt se basait sur le fait que la loi du 10 mars 1900 réglant le contrat de travail est une *simple loi de droit civil*, n'ayant d'autre but que de combler une lacune du Code en déterminant les droits et les obligations qui, dans le silence des parties, dérivent du contrat. C'est ce qu'avait, du reste, reconnu M. le ministre Cooreman, lorsqu'il disait, à la séance de la Chambre, le 24 février 1899 : « Le projet de loi régit un contrat de pur droit civil, il » n'a aucun des caractères d'une loi de police ; aucune des sanctions qu'il » établit n'est d'ordre pénal. » C'est ce que l'honorable M. De Volder reconnaissait également dans son rapport au Sénat : « Nous sommes donc, disait- » il, en présence d'une loi que l'Exposé des motifs a justement qualifiée de » simple loi de droit civil et qui, dès lors, est étrangère au problème si con- » troversé de la réglementation du travail. »

Il ne s'agit donc, dans la loi de 1900, que de préposés, de responsabilité civile, de l'application au contrat de travail des principes généraux du Code civil, et, partant de ces principes, l'arrêt a pu dire : « Considérant que la loi » du 10 mars 1900 n'est pas, comme celle du 13 décembre 1889, une loi » de police ;

» Qu'elle règle exclusivement les conséquences civiles du contrat de tra- » vail, et nullement la responsabilité pénale dont ce contrat peut être la » source ou l'occasion ;

.

[« Considérant que la présomption créée par l'article 2 de la loi du 10 mars 1900 est donc absolument étrangère à l'application de l'article 14 de la loi du 13 décembre 1889... »

Comme on le voit par les considérants de cet arrêt et le rapport de l'honorable procureur général Janssens, la jurisprudence de la Cour établit une différence très nette entre la responsabilité civile et la responsabilité pénale encourue par les chefs de table, et la présomption *juris et de jure* de l'article 2 ne s'applique que dans les cas où la responsabilité civile du chef d'entreprise est en jeu, pour les conséquences civiles découlant du contrat de travail; il n'en est plus ainsi lorsqu'il s'agit de la responsabilité pénale; et si parfois, on peut être pénalement responsable du fait d'autrui, « cette responsabilité pénale dérive de ce fait que l'auteur indirect de la contravention avait à surveiller lui-même l'exécution de la loi par son préposé. Il est tout au moins coupable de négligence. Mais ces principes sont sans application possible lorsqu'il s'agit, non pas d'une contravention, mais d'un délit dont ne peuvent se rendre coupables que ceux qui ont sciemment contrevenu à la loi (1) ».

Du reste, telle est la jurisprudence de la Cour, car un arrêt, en date du 18 mars 1893, avait dit expressément : « Les infractions à la loi du 13 décembre 1889 n'ont pas le caractère de contraventions. »

Voilà donc l'état actuel de la jurisprudence en cette matière nettement établi; l'arrêt du 10 juillet 1903 semble devoir la fixer *ne varietur*; les abus constatés vont se multiplier et la situation pénible des ouvriers briquetiers ne s'améliorera guère, à moins d'y porter énergiquement remède. C'est ce que plusieurs de nos collègues ont compris en déposant la proposition actuelle, et si le dépôt de cette proposition était rendu nécessaire après l'interpellation du mois de mai dernier, il l'est davantage encore aujourd'hui, pour les motifs que nous venons d'analyser.

L'article 1^{er} de la proposition formule plus formellement que la loi de 1900 la prohibition faite au patron briquetier d'attribuer à un de ses ouvriers la qualité d'entrepreneur, dans le but de se soustraire à sa responsabilité; mais afin qu'il n'y ait plus de doute possible, les auteurs de la proposition définissent clairement de quelle responsabilité il s'agit, de là le texte qui porte : Responsabilité professionnelle, civile ou pénale.

On objectera peut-être que ce texte nouveau donne à la loi de 1900 sur le contrat de travail une portée qu'elle n'a pas; qu'elle s'immisce par ce fait dans la réglementation du travail, ce que le législateur de 1900 a voulu éviter. Nous pouvons répondre que cette proposition de loi ne constitue pas une addition à la loi de 1900, celle-ci restera ce qu'elle est, mais qu'il s'agit ici d'une loi spéciale, proposée spécialement pour éviter des inconvénients et des abus graves d'une situation spéciale, qui ne se rencontre dans aucune autre industrie.

Des mesures spéciales doivent donc être prises et cette manière de pro-

(1) M. JANSSENS. Rapport cité.

céder ne constitue pas une innovation ou une exception. L'honorable procureur général près la Cour de cassation prévoit même le cas, dans le rapport dont nous nous sommes occupés, quand il écrit : « Sans doute, certaines lois » permettent de punir des chefs d'industrie à raison de délits ou de contraventions commis dans leur usine, mais ils sont alors punis à raison d'une loi spéciale. » C'est une loi spéciale de ce genre qui est prévue ici.

Mais pour éviter toute équivoque, nous préférons voir supprimer du texte tout ce qui rappelle le contrat de travail et dire :

« Dans l'industrie de la briqueterie, *est nulle de plein droit toute convention passée entre le chef d'industrie et un de ses ouvriers*, tendant à soustraire le patron à sa responsabilité professionnelle civile ou pénale, en attribuant à l'un des ouvriers la qualité d'entrepreneur. »

De cette manière, quel que soit l'acte où est consignée cette stipulation, celle-ci est nulle de plein droit. Il en sera de même du règlement d'atelier qui prévoit cette clause, comme cela se pratique actuellement.

Le texte de l'article 1^{er} est-il suffisant, et ne faudrait-il pas y ajouter une stipulation semblable à celle de l'article 2 de la loi du 10 mars 1900, et dire : « la preuve contraire n'est pas admise ? »

La section centrale consultée sur ce point, a été d'avis qu'il fallait mettre l'article 1^{er} de la proposition en concordance avec l'article 2 de la loi de 1900.

Les auteurs de la proposition se bornent à proclamer la nullité de cette stipulation du contrat de travail ; il ne leur a point paru nécessaire de sanctionner pénalement cette disposition. Ils ont agi ainsi afin de ne pas mêler à une stipulation de droit civil, une disposition pénale ; ils ont jugé suffisant pour le moment d'étendre la responsabilité du chef d'entreprise, et de ne plus la restreindre aux conséquences civiles du contrat de travail ; si la proposition est admise, le chef d'entreprise sera pénalement responsable, mais ils n'ont pas cru nécessaire de sanctionner leur prohibition par une sanction pénale, pas plus que ne l'a fait le législateur de 1900.

L'avenir apprendra s'il faut persévérer dans cette voie et s'il n'y aura pas lieu de prévoir une peine pour ceux qui contreviendraient encore à cette disposition si formelle.

* * *

Mais ce ne sont pas là les seuls abus qui se pratiquent dans l'industrie de la briqueterie.

Il y en a un autre que les auteurs de la proposition désirent voir couper dans la racine. Ici il ne s'agit plus seulement d'une proposition de droit civil, il s'agit d'une disposition de droit pénal et si nos collègues ont cru pouvoir joindre en une seule proposition de loi les deux articles qu'ils nous proposent, c'est parce qu'il s'agit de combattre des abus qui se passent dans une seule et même industrie, au sujet de la même matière, le contrat de travail, et qu'ils espèrent aboutir à un bon résultat d'une manière plus rapide que si les propositions avaient été scindées, pour être soumises séparément aux sections, étudiées séparément par une section centrale et inscrites séparément à l'ordre du jour des travaux de la Chambre.

Cette seconde série d'abus intéresse plutôt le payement des salaires. Les développements de la proposition de loi sont assez explicites à cet égard, pour qu'il ne soit plus nécessaire de développer encore l'abus qu'il s'agit de combattre.

Les patrons briquetiers retiennent indirectement le salaire de leurs ouvriers dans des proportions prohibées par la loi. La loi de 1900 sur le contrat de travail prévoit les retenues de salaire; l'article 26 détermine dans quelles conditions elles peuvent se faire, et fixe un maximum que le patron ne peut dépasser. Ce maximum est du cinquième du salaire. Mais ici encore pas de disposition pénale sanctionnant cette disposition.

L'expérience a établi que cette absence de sanction constituait une lacune regrettable dans la législation : les dispositions de la loi de 1900 en cette matière sont systématiquement éludées par les patrons de l'industrie briquetière. Comme l'a établi M. de Bethune, ils retiennent parfois jusqu'aux trois cinquièmes du salaire, et comme les sommes retenues ainsi ne sont pas consignées ou déposées, conformément à l'article 26 de la loi du 10 mars 1900, à la Caisse générale d'épargne et de retraite, la répression des abus est incertaine et les ouvriers sont frustrés.

Mais si la loi de 1900 ne contient pas de sanction pénale, celle du 16 août 1887, portant réglementation du paiement des salaires, en contient; l'article 10 prévoit une série de peines. Les auteurs de la proposition qui nous occupe ont simplement repris dans la loi de 1887 les peines qu'il faut appliquer aux infractions à l'article 26 de la loi de 1900 qui prévoit les retenues de salaire.

Chose curieuse, l'Exposé des motifs du projet de loi déposé par M. le ministre Nyssens s'occupait déjà de cet abus, mais en 1896, on avait trop grande confiance et on s'imaginait trop facilement qu'il suffirait d'une stipulation légale, sans devoir recourir à une sanction, pour déraciner un abus.

Voici, en effet, ce que nous lisons dans l'Exposé des motifs :

« Il est aujourd'hui d'usage, dans un assez grand nombre d'industries, » que les chefs d'entreprise, en vue de se couvrir contre les ruptures illicites » d'engagement, différent, à chaque échéance, le payement d'une partie du » salaire et le reportent à compte nouveau jusqu'à l'échéance suivante. Cette » pratique a donné lieu à des abus, notamment dans un grand nombre de » *briqueteries* (1), où parfois le payement de plus de la moitié du salaire est » différé jusqu'à la fin de la campagne, au risque de mettre l'ouvrier dans » la situation la plus critique, en cas de faillite ou de déconfiture du chef » d'entreprise.

« L'alinéa 2 tend à remédier à ces abus. Etant donné le caractère de la » prohibition qu'il édicte, il va de soi que toute stipulation contraire serait » entachée de nullité, ce qui n'a rien de trop rigoureux en présence du tem- » pérément contenu dans le dernier alinéa. »

Le texte proposé par l'honorable M. Nyssens a été approuvé par la section

(1) Ce mot n'est pas souligné dans l'Exposé des motifs.

centrale, mais il a été amendé et complètement modifié en passant par le feu de la discussion publique. Le nouveau texte est dû à l'honorable M. Renkin. Il a l'avantage de mieux préciser encore la prohibition et de mieux garantir les droits des ouvriers.

La section centrale avait admis que la partie du salaire retenue par le patron devait être déposée chez un tiers, mais elle admettait aussi que des quotités supérieures du salaire échu soient déposées, à titre de garantie et de commun accord, entre les mains d'un tiers.

Le législateur n'a pas admis cette manière de voir et a estimé, avec M. Renkin, que « le salaire est acquis à l'ouvrier à partir du moment où » le travail est exécuté et livré et qu'on ne peut admettre que, sous prétexte de garantie, le salaire demeure le patrimoine du patron ».

Il a été décidé, en outre, qu'à défaut d'accord au sujet d'un tiers, c'est la Caisse générale d'épargne et de retraite qui aurait été dépositaire des sommes ainsi retenues.

Enfin, la loi fixe un maximum pour les retenues : celles-ci ne peuvent dépasser le $\frac{1}{5}$ du salaire.

Cet amendement de M. Renkin avait été déposé spécialement pour éviter les abus qui se passaient dans l'industrie briquetière ; et cependant c'est encore dans cette même industrie que les mêmes abus perdurent : nous avons vu que les retenues de salaire dépassent parfois trois cinquièmes du salaire ; les ouvriers, en règle générale, ne touchent qu'un franc aux mille briques, tandis que le prix convenu est de fr. 2-50 ; le patron retient le surplus jusqu'à complet achèvement de la tâche et omet de le déposer à la Caisse d'épargne ou entre les mains d'un tiers désigné de commun accord avec ses ouvriers.

Il semble difficile d'extirper cet abus sans recourir à une sanction pénale et comme l'a reconnu l'honorable M. Francotte lui-même à la séance du 24 mai 1903, il y a ici plutôt une infraction à la loi de 1887 sur le paiement des salaires ; l'ouvrier est en quelque sorte forcé d'abandonner son salaire au patron sous prétexte de garantie, et du moment qu'il y a contrainte, il y a violation de la loi de 1887.

Mais ceci n'est qu'une simple interprétation de la loi sur le paiement des salaires ; c'est l'opinion individuelle de l'honorable Ministre du Travail et de tous ceux qui, en cette matière, pensent comme lui. Malheureusement, les décisions de la justice, ici aussi, sont contradictoires, et il n'arrive que trop souvent que les poursuites intentées par les inspecteurs du travail contre les patrons aboutissent à un acquittement.

C'est pour éviter semblables mécomptes à l'avenir, que les auteurs de la proposition ont complété leur proposition par le dépôt de l'article 2.

Mais instruits par l'expérience, et comme il s'agit ici d'une violation de la loi sur les paiements des salaires, loi qui prévoit une sanction pénale, ils ont jugé indispensable, pour extirper l'abus, d'ajouter une sanction pénale à leur prohibition.

La section centrale, à la suite des sections, a partagé cette manière de voir et a adopté à l'unanimité de ses membres les deux articles de la proposition de loi.

Le Rapporteur,

Chev. DE GHELLINCK D'ELSEGHEM.

Le Président,

E. NERINCX.



Texte proposé par la section centrale.

ARTICLE PREMIER.

Dans l'industrie de la briqueterie, *est nulle de plein droit toute convention passée entre le chef d'industrie et un de ses ouvriers*, tendant à soustraire le patron à sa responsabilité professionnelle, civile ou pénale, en attribuant à l'un des ouvriers la qualité d'entrepreneur.

La preuve du contraire n'est pas admise.

ART. 2.

Dans l'industrie de la briqueterie, toute infraction à l'article 26 de la loi du 10 mars 1900, sur le contrat de travail, sera punie des peines prévues par l'article 10 de la loi du 16 août 1887, portant réglementation du paiement des salaires.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

ARTIKEL 1.

In de steenbakkersnijverheid is van rechtswege *nietig elke overeenkomst gesloten tusschen het nijverheidshoofd en een zijner werklieden*, strekkende om, door toekenning van de hoedanigheid van ondernemer aan een der werklieden, den patroon te onttrekken aan zijne beroepsaansprakelijkheid, zoowel met het oog op de burgerlijke wetten als op de strafwetten.

Het bewijs van het tegendeel is niet toegelaten.

ART. 2.

In de steenbakkersnijverheid wordt elke overtreding van artikel 26 der wet van 10 Maart 1900 op de arbeidsovereenkomst gestraft met de straffen voorzien bij artikel 10 der wet van 16 Augustus 1887, waarbij de betaling der loonen wordt geregeld.



(12)

(13)

(N° 67.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 31 JANVIER 1906.

Proposition de loi réglementant le travail dans les briqueteries (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (*), PAR M. de GHELLINCK d'ELSEGHEM.

ERRATUM

A la 1^{re} page, 2^e alinéa, 3^e ligne, lire : « les chefs-ouvriers et les contre-maitres... » au lieu de : « les ouvriers et les contremaitres. . »

(1) Proposition de loi, n° 199 (session de 1904-1905).

(2) La section centrale, présidée par M. Nerinx, était composée de MM. Gillès de Pelichy, Pirmez, Davignon, Maenhaut, Persoons et de Ghellinck d'Elseghem.

(14)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 31 JANUARI 1906.

Wetsvoorstel tot regeling van den arbeid op de steenbakkerijen (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER
de GHELLINCK D'ELSEGHEM.

MIJNE HEEREN,

Het wetsvoorstel dat aan ons onderzoek en onze beraadslagingen is onderworpen, heeft ten doel sommige misbruiken te doen ophouden, die worden gepleegd in eene bijzondere nijverheid, de steenbakkerij, in strijd met de wet van 10 Maart 1900 op de arbeidsovereenkomst, en met die van 16 Augustus 1887 op het betalen van het werkloon.

Artikel 1 der wet van 1900 op de arbeidsovereenkomst behelst eene bepaling van het woord « werkman » en rangschikt onder de werklieden sommige bijzondere soorten van arbeiders, de meesterknechts en de onderbazen, over welke twijfel had kunnen bestaan.

Het artikel gaat nog verder en bepaalt dat al de bedingen tusschen het hoofd der onderneming en eene dier soorten van arbeiders, strekkende om aan deze laatsten de hoedanigheid van ondernemer toe te kennen, van rechtswege nietig zijn. Het neemt zelfs niet aan dat men het tegendeel zou mogen bewijzen.

Deze teksten zijn zoo duidelijk en zoo uitdrukkelijk dat het onmogelijk voorkomt, dat hoofden van ondernemingen er konden in slagen de hoedanigheid van « ondernemer » te doen toekennen aan arbeiders begrepen onder de ruime bepaling van artikel 1 der wet van 1900. Dat werd nochtans door een zeker getal vonnissen beslist voor de tafelhoofden in de steenbakkersnijverheid. Het Hof van cassatie heeft zelfs die rechtspraak

(1) Wetsvoorstel, n° 199 (zittingsjaar 1904-1905).

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Nerinx, was samengesteld uit de heeren Gillès de Pelithy, Pirmiez, Davignon, Maenhaut, Persoons en de Ghellinck d'Elsegheem.

aangenomen, binnen de palen en op grond der overwegingen die wij hieronder mededeelen.

Iedereen weet dat op sommige steenbakkerijen, namelijk op die rond Brussel, de steenbakkerswerklieden bij ploeg of groep zijn verdeeld; 't is een bijzondere vorm der arbeidsinrichting op de werkplaatsen, en de ploegbaas gaat tegenover het hoofd der onderneming enkel de verbintenis aan, hem de noodige arbeiders te leveren om den geregelden gang van het werk zijner tafel te verzekeren. Verder werkt de ploegbaas met de andere werklieden; hij trekt geen hooger loon dan dit van de andere werklieden, maar verdeelt enkel onder al de leden derzelfde ploeg de som die voor het geleverde werk werd bedongen.

In weerwil van de wet van 1900, hebben de steenbakkersbazen elke aansprakelijkheid van de hand gewezen; zij ontlasten zich ervan op den ploegbaas. Deze wordt in die hoedanigheid op het werk slechts toegelaten wanneer hij eene verbintenis onderteekent, waarin hij erkent ondernemer te zijn. Het werkplaatsreglement wordt met die melding aangeplakt en, tegen de wet in, valt de aansprakelijkheid van den baas gansch op een arbeider die door de wet niet alleen als werkmán erkend, maar tegen dat misbruik beschermd wordt, wanneer zij bepaalt dat het tegenbewijs (tegen zijne hoedanigheid van werkmán, dus) niet mag toegelaten worden.

De gevolgen van die handelingen zijn uiterst erg; daaruit volgt dat, wanneer, bij voorbeeld, de wet van 1889 tot bescherming van den arbeid van vrouwen en kinderen wordt overtreden, niet de baas, maar wel de ploegbaas vervolgd wordt. Het is tegen den ploegbaas dat proces-verbaal werd opgemaakt, ofschoon hij enkel lasthebber is van den steenbakkersbaas; het is de ploegbaas die soms werd veroordeeld. Zóó is het ook gelegen met al de andere overtredingen der sociale wetten, namelijk der wet van 1887 op het betalen van 't werkloon, en de gevolgen van dat misbruik zijn te erger geworden daar, volgens die rechtspraak, die ongelukkige ploegbaas, en niet de baas, aansprakelijk zou kunnen gesteld worden voor de arbeidsongevallen.

Iedereen vraagt zich af hoe die rechtspraak kon tot stand komen, en die vraag wekt nog meer belangstelling op, wanneer men de voorbereidende handelingen nagaat.

Herleest men de Memorie van toelichting van het ontwerp van wet op de arbeidsovereenkomst, door den heer Nyssens, den toenmaligen Minister van Nijverheid en Arbeid, overgelegd den 27ⁿ November 1896, en stelt men dien tekst naast de toelichting in het verslag van den achtbaren verslaggever, den heer Hoÿois, van 24 Februari 1898, dan moet die weifeling van de rechtspraak dienaangaande verwondering wekken. De zoo duidelijke tekst van artikel 2 der wet op de arbeidsovereenkomst, in verband met de verklaring daarvan, schijnt onmogelijk nog eenigen twijfel over het inzicht der wetgevers te kunnen laten bestaan in den geest van wien ook. De rechtspraak veranderde niettemin, de tekst der wet werd verschillend begrepen en uitgelegd, en het overleggen van onderhavig nieuw wetsvoorstel werd noodig bevonden om nog uitdrukkelijker te verbieden wat de wet van 1900 niet bij machte was te beletten.

Ziehier, inderdaad, wat wij te lezen vinden in de Toelichting van het wetsontwerp, onder de beschouwingen over artikel 2 :

« In sommige ondernemingen moet soms de arbeid verricht worden door » een groep werklieden die arbeiden onder de leiding van een ploegbaas » en de winsten onder elkander deelen. Dikwijls werft de ploegbaas zelf » zijne werkgezellen aan en komt met hen overeen voor het regelen van » 't loon. Die toestand doet zich voor, op verschillende wijze, in bouw- » werkplaatsen, in de kolenmijnen, de *steenbakkerijen* (1), de schaliën- » groeven, de rijtuigmakerij, enz. Wordt, in dat geval, de ploegbaas onder- » nemer jegens het hoofd der onderneming en zelf hoofd van onderneming » jegens de werklieden van zijne ploeg? »

» Artikel 2 lost die vraag op als volgt : ging de ploegbaas zijne verbin- » tenis aan onder de bij artikel 1 omschreven voorwaarden, dan wordt hij, » tegenover zijne werkgezellen, enkel beschouwd als een gevolmachtigde » van het hoofd der onderneming tegenover wien hij tevens een eenvoudig » werkman blijft; bijgevolg wordt de arbeidsovereenkomst der werkgezellen » gesloten niet met den ploegbaas, maar met het hoofd der onderneming. » Deze regel dient als vermoeden *juris et de jure* te worden gesteld, anders » ware het al te gemakkelijk, voor het hoofd der onderneming, zich te ont- » trekken aan zijne verplichtingen door te bepalen dat hij elke aansprake- » lijkheid van de hand wijst. Om die reden wordt, krachtens artikel 2, het » tegenbewijs niet toegelaten. »

Deze aanhaling uit de Toelichting bedoelt volkomen den toestand dien wij beoogen; zij past er volstrekt op en de bewoordingen daarvan zijn niet onduidelijk : zij voorziet uitdrukkelijk de regeling van den arbeid op de steenbakkerijen en lost de vraag op, zonder dat nog de minste twijfel kan bestaan over het inzicht van den onderteekenaar der wet en van de wetgevers die ze aannamen. Het bijzonder geval wordt voorzien en de oplossing van het vraagstuk wordt *in extenso* gegeven.

Wanneer men daarenboven het zoo klaar verslag van den achtbaren heer Hoÿois raadpleegt, is elke twijfel nog minder mogelijk dan vroeger; het verslag houdt zich inderdaad bijzonderlijk bezig met de regeling van den arbeid op de steenbakkerijen.

Ziehier wat te lezen staat in het verslag van den heer Hoÿois, onder zijne beschouwingen over artikel 2 :

« Artikel 2 van het wetsontwerp voorziet een bijzonder geval, dit van » werklieden die zelf werden aangenomen onder de bij artikel 1 omschreven » voorwaarden en verplicht zijn, met het oog op de uitvoering van de » overeengekomen werken, groepen of ploegen in te richten of te leiden. » Het bepaalt dat tegenover hunne werkgezellen, al waren dezen ook door » hen aangeworven, die werklieden niet de plaats innemen van het hoofd » der onderneming, noch zelf als hoofd van onderneming optreden, maar » worden geacht te handelen als gevolmachtigde van het hoofd der onder-

(1) Dat woord is niet met cursiefletter gedrukt in de Memorie van toelichting.

» neming. Dit vermoeden is zelfs *juris et de jure*, dat wil zeggen dat het niet
 » kan vrijdeld worden door het bewijs van het tegendeel.

» Zooals de Toelichting het zegt, is die toestand waar te nemen, onder
 » verschillende vorm, in de bouwings-werkplaatsen, de kolenmijnen, scha-
 » liëngroeven, enz. »

Men ziet het, die aanhaling is duidelijk; de beteekenis van artikel 2 wordt
 er in 't volle licht gesteld; gezegde aanhaling uit het verslag past op de
 arbeidsvoorwaarden van de ploegbazen in de steenbakkersnijverheid en
 hun toestand in rechtsopzicht is er duidelijk omschreven. Dat alles is reeds
 uitdrukkelijk genoeg; het volgende is nog uitdrukkelijker. Het verslag luidt
 immers verder als volgt :

« Die toestand is insgelijks waar te nemen in de *steenbakkersnijverheid* (1).
 » t' Is zelfs *alleenlijk* (1) van de toepassing der voorgestelde bepaling op die
 » nijverheid dat er sprake was bij de gedachtenwisselingen die plaats grepen
 » in de verschillende afdelingen der Kamer, wanneer dit artikel van
 » het wetsontwerp er werd behandeld.

» Er dient te worden opgemerkt dat soortgelijke bepaling voorkomt noch
 » in de vreemde wetten betreffende deze zaak noch in de voorontwerpen
 » van de commissie van 1891 en van den Hoogereren Arbeidsraad.

» Van iets dergelijks werd gewag gemaakt noch in het verslag van den
 » heer Dejace, noch in dat van den heer Prins, noch in de beraadslagingen
 » van den Hoogereren Arbeidsraad.

» Niettemin heeft de Middenafdeeling de voorgestelde bepaling beschouwd
 » als hoogst nuttig en geschikt om misbruiken te doen ophouden, die
 » herhaaldelijk werden aangeklaagd.

» Zij kon zich niet aansluiten bij den wensch van eene afdeeling, dat,
 » « opdat artikel 2 van het ontwerp kunne toegepast worden, de manschap-
 » pen der ploeg, der groep, moesten gekozen zijn geweest door den baas
 » zelf »; de hoedanigheid van gevolmachtigde, toegekend aan het hoofd
 » eener groep of ploeg, geldt immers zoowel voor de aanneming waartoe
 » hij soms overgaat, als voor de leiding van 't werk. »

Reeds vóórdat het wetsontwerp op de arbeidsovereenkomst werd over-
 gelegd, hadden de misbruiken, waarop is gewezen in de toelichting van het
 wetsvoorstel der heeren de Bethune en mededelen, klachten verwekt en
 zelfs tot processen aanleiding gegeven. Reeds vóór 1896 kenden de steen-
 bakkersbazen de hoedanigheid van ondernemer toe aan de hoofden van eene
 tafel, en't is te begrijpen dat, bij gemis van uitdrukkelijke teksten waarbij de
 toestand dier tafelhoofden tegenover de wet vast bepaald was, de rechtspraak
 weifelend was. Die misbruiken waren zelfs zoo menigvuldig dat al de afdee-
 lingen der Kamer zich ermede bezighielden, zooals wij even vaststelden,
 tijdens het onderzoek van het wetsontwerp in 1896. Artikel 2 was eene
 nieuwigheid in onze wetten, maar de Middenafdeeling meende zich om deze
 overweging niet te moeten bekreunen : willens en wetens heeft zij den

(1) Die woorden zijn niet met cursiefletter gedrukt in het Verslag.

tekst van den heer Minister Nyssens aangenomen. Daarenboven verwierp zij eene verzachting van de nieuwe bepaling, zooals die door eene afdeeling der Kamer werd voorgesteld. De Middenafdeeling van 1896-1897 heeft dus het vraagstuk rijpelijk bestudeerd, zij heeft het enkel opgelost na al de gevolgen daarvan te hebben gewikt en gewogen, en terecht mocht zij hopen dat die maatregel de zoo dikwijls aangeklaagde misbruiken in de regeling van den arbeid op de steenbakkerijen zou doen ophouden.

De Middenafdeeling van 1896-1897 heeft gewild dat de aansprakelijkheid gansch zou blijven berusten op den steenbakkersbaas; in dat opzicht is het verslag van den heer Hoyois zeer duidelijk, en zij werd ertoe gebracht nog eene andere moeilijkheid op te lossen en het vraagstuk in een ander opzicht te onderzoeken.

« In twee afdeelingen werd de vraag gesteld, — zoo lezen wij in hetzelfde » verslag — of het rechtvaardig is, bij voorkomend geval de aansprakelijk- » heid voor de handelingen van het hoofd der groep of ploeg op te » dragen aan den patroon. Binnen de palen van artikel 2, ja. Gezegde groep- » of ploegbazen zijn, tegenover den baas, werklieden die onder de bij » artikel 1 omschreven voorwaarden werden aangenomen : zij handelen als » « aangestelden » van den patroon. Het is dus natuurlijk dat de patroon » de aansprakelijkheid voor de daden, die zij plegen als gevolmachtigden, » niet kunne afwijzen. »

Uit deze ophelderingen volgt dat voor al de daden, door de ploegbazen gepleegd als gevolmachtigden van den steenbakkersbaas, bij voorbeeld met het oog op het aanwerven van de werklieden, van de veiligheid van den arbeid, enz., de patroon aansprakelijk wordt gesteld, wel te verstaan wanneer die aangestelden werden aangenomen onder de bij artikel 1 omschreven voorwaarden. Daaruit volgt ook dat de patroon, en niet de ploegbaas, binnen de palen door de wet voorzien, aansprakelijk is voor de ongevallen bij den arbeid.

't Is overigens ook zóó dat het verstaan werd door hen die de wet op de arbeidsovereenkomst hebben verklaard. In zijne toelichting, haalt de heer de Bethune de meening aan van den heer Mavaut in zijn boek : *Loi sur le contrat de travail*, en die van den heer Abel : *Les lois sur le contrat de travail*. Bij die meening van bevoegde mannen zouden zij die van nog andere mannen kunnen voegen, namelijk van den achtbaren heer Cooreman, die Minister van Arbeid was wanneer het in 1896 overgelegd wetsontwerp in behandeling kwam.

Ziehier inderdaad wat hij antwoordt op den achtbaren heer Renkin die hem de vraag had gesteld of het hoofd van eene tafel, in de steenbakkersnijverheid, krachtens artikel 2 moest beschouwd worden als werkman, ofwel of men hem moest aanzien als ondernemer.

« Wij vallen hier, zegt de heer Cooreman, onder de toepassing van » artikel 2, omdat de door u bedoelde werkman werkelijk zich zelf in den » dienst stelt van den patroon; » en verder voegt hij erbij : « onmiddellijk » na zijne aanneming, belast hij zich met de inrichting van eene tafel. Door » zijne aanneming stelt hij zich onder de leiding en het gezag van den

» patroon, en door voor hem eene tafel in te richten, stelt hij, door dat feit
» zelve, de werklieden met wie hij zich aanbiedt, onder de leiding, het gezag
» en de aansprakelijkheid van het hoofd der onderneming. »

Die tekst is duidelijk en laat niet den minsten twijfel bestaan over de zienswijze van den toenmaligen Minister.

Ter staving van zijne stelling, zegde de achtbare Minister ook nog : « Dat zal u nog duidelijker voorkomen, wanneer ik u eenige vonnissen zal hebben doen kennen ; » en hij haalt de vonnissen aan van Kortrijk en van Laken, waarvan sprake is in de toelichting van het thans ingediend voorstel.

Zooals men ziet, deelden allen, die zich met deze zaak bezighielden, dezelfde meening over den toestand, tegenover de wet, van de ploegbazen op de steenbakkerijen.

Hierboven zegden wij dat artikel 2 der wet van 1900 eene nieuwigheid in onze wetgeving was ; dat is inderdaad zoo, indien men eene wetsbepaling bedoelt ; die denkbeelden waren echter reeds aangenomen geworden door rechters en in dezer vonnissen ontwikkeld. Zoo komt in het vonnis van den vrederechter van Laken, uitgesproken den 19ⁿ Augustus 1897, en waarop de achtbare Minister, de heer Cooreman, wees, het volgende voor :

« In de steenbakkersnijverheid zijn de vormers of tafelhoofden eenvoudige werklieden en geen ondernemers.

» Buiten hun handwerk, bepalen zij zich erbij de andere werklieden, die de tafel uitmaken, aan te nemen en het loon te ontvangen voor de geheele tafel ; zij verdeelen het loon in gelijke deelen onder al de werklieden van de tafel, zonder winst te zoeken op dezer aandeel ; evenals hunne gezellen, worden de vormers of hoofden van de tafel enkel betaald voor den handenarbeid dien zij leverden.

» De inrichting der werklieden per ploegen, gekend onder den naam van *tafels*, is enkel een bijzondere vorm van dienstverhuring, waarvan de eenige reden van bestaan is, het aanwerven van de werklieden door den steenbakkersbaas te vergemakkelijken. »

Hier dient de vraag te worden gesteld, hoe het komt dat de rechtspraak van het Hof van cassatie het tegendeel kon aannemen.

Een arrest van dit Hof, verleend op verslag van den heer procureurgeneraal Janssens, is zeer duidelijk dienaangaande. Dat arrest dagteekent van 10 Juli laatstleden ; het werd dus uitgesproken na de interpellatie van den heer Maenhaut over die zaak.

Het bestreden vonnis had beslist dat de tafelhoofden geen gevolmachtigden, maar echte hoofden van onderneming zijn, en het had bijgevolg een tafelhoofd veroordeeld wegens overtreding der wet van 13 December 1889 op den arbeid van vrouwen en kinderen.

Het arrest steunde op het feit, dat de wet van 10 Maart 1900 op de arbeidsovereenkomst, eene *eenvoudige wet van burgerlijk recht* is, die enkel ten doel heeft, eene leemte van het Wetboek aan te vullen door het bepalen van de rechten en de verplichtingen welke, zoo partijen niets hebben bedongen, uit de overeenkomst voortspuiten. Dat werd, overigens, reeds

erkend door den heer Minister Cooreman, toen hij zegde ter Kamerzitting van 24 Februari 1899 : « Het wetsontwerp regelt eene overeenkomst van louter burgerlijk recht, het heeft niet het kenmerkende der politiewetten; geen enkele der bekrachtigingen welke het huldigt, kan eene strafbepaling heeten. » Dat erkende insgelijks de achtbare heer De Volder in zijn verslag aan den Senaat : « Wij staan dus, zegde hij, tegenover eene wet die de » Toelichting terecht eene wet van louter burgerlijk recht heeft genoemd, » en die, bijgevolg, niets gemeen heeft met het zoo zeer betwiste vraagstuk » der regeling van den arbeid. »

In de wet van 1900 is er dus enkel sprake van aangestelden, van burgerlijke aansprakelijkheid, van de toepassing, op de arbeidsovereenkomst, der algemeene beginselen van het Burgerlijk Wetboek, en, steunende op deze beginselen, kon het arrest dus zeggen : « Overwegende, dat de wet van » 10 Maart 1900 geen politiewet is gelijk die van 13 December 1889 ;

» Dat zij uitsluitend de burgerrechtelijke gevolgen van de arbeidsovereenkomst regelt, en hoegenaamd niet de strafrechtelijke aansprakelijkheid » waarvan deze overeenkomst de aanleiding of de oorzaak zijn kan ;

» Overwegende, dat het vermoeden, in 't leven geroepen door artikel 2 » der wet van 10 Maart 1900, dus niets gemeen heeft met de toepassing van » artikel 14 der wet van 13 December 1889... »

Zooals blijkt uit de overwegingen van dat arrest en uit het verslag van den achtbaren procureur-generaal Janssens, maakt de rechtspraak van het Hof een zeer duidelijk verschil tusschen de burgerrechtelijke aansprakelijkheid en de strafrechtelijke aansprakelijkheid der tafelbazen, en het vermoeden *juris et de jure* van artikel 2 is enkel toepasselijk wanneer er sprake is van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid van het hoofd der onderneming, voor de burgerrechtelijke gevolgen voortspuitende uit de arbeidsovereenkomst ; dat is niet meer het geval, wanneer er sprake is van de strafrechtelijke aansprakelijkheid, en, zoo men soms strafrechtelijk aansprakelijk zijn kan voor andermans daden, « deze strafrechtelijke aansprakelijkheid spruit voort hieruit, dat wie de overtreding onrechtstreeks heeft gepleegd, er zelf voor zorgen moest dat zijn aangestelde de wet zou uitvoeren. Hij is ten minste schuldig aan verzuim. Maar die beginselen kunnen onmogelijk toegepast worden, wanneer het niet eene overtreding geldt, maar een wanbedrijf waaraan zich schuldig kunnen maken alleen zij die willens en wetens de wet overtraden (1). »

Dat is, overigens, de rechtspraak van het Hof, want een arrest van 18 Maart 1895 zegde uitdrukkelijk : « De overtredingen der wet van 13 December 1889 hebben niet het kenmerkende van overtredingen. »

De rechtspraak op dat gebied is dus thans duidelijk gevestigd ; het arrest van 10 Juli 1905 schijnt die *ne varietur* te moeten vestigen ; de vastgestelde misbruiken zullen steeds meer toenemen en de pijnlijke toestand der steen-

(1) De heer JANSSENS. Reeds vermeld verslag.

bakkerswerklieden zal weinig of niet verbeteren, ten ware men er krachtadig middel inschaft. Dat hebben verscheidene onzer medeleden begrepen bij het overleggen van het aanhangig wetsvoorstel, en, zoo dat overleggen noodzakelijk was gemaakt na de interpellatie in Mei laatstleden, dan is het thans nog meer noodzakelijk om de redenen welke wij even hebben uiteengezet.

Artikel 1 van het wetsvoorstel bepaalt uitdrukkelijker dan de wet van 1900 het verbod voor den steenbakkersbaas, aan een zijner werklieden de hoedanigheid van ondernemer toe te kennen, met het doel zich te onttrekken aan zijne aansprakelijkheid; doch, opdat geen twijfel meer mogelijk zij, bepalen de onderteekenaars van het wetsvoorstel duidelijk van welke aansprakelijkheid er sprake is, en daarom staat in den tekst: « Beroepsaansprakelijkheid, zoowel met het oog op de burgerlijke wetten als op de strafwetten ».

Mogelijk zal men daartegen inbrengen dat die nieuwe tekst aan de wet van 1900 op de arbeidsovereenkomst eene beteekenis geeft, welke zij niet heeft; dat zij daardoor zich bemoeit met de regeling van den arbeid, hetgeen de wetgever van 1900 heeft willen vermijden. Daarop kunnen wij antwoorden dat gezegd wetsvoorstel geen toevoeging is aan de wet van 1900, welke zal blijven wat ze is, maar dat het hier eene bijzondere wet geldt, bijzonder voorgesteld tot het vermijden van de erge bezwaren en misbruiken van een uitzonderlijken toestand, die zich in geen andere nijverheid voordoet.

Er dienen dus bijzondere maatregelen te worden genomen en die wijze van handelen is geen nieuwigheid of geen uitzondering. De achtbare procureur-generaal bij het Hof van cassatie voorziet zelfs het geval, in het verslag waarvan wij gewaagden, wanneer hij zegt: « Ongetwijfeld laten sommige » wetten toe, nijverheidsbazen te straffen wegens in hunne werkplaats » begane misdrijven of overtredingen, maar ze worden dan gestraft krachtens eene bijzondere wet. » 't Is eene bijzondere wet van dien aard welke hier voorzien is.

Doch, om elken twijfel te vermijden, zou het, naar onze meening, beter zijn, al wat aan de arbeidsovereenkomst herinnert, uit den tekst te doen wegvallen, zóó dat deze zou luiden als volgt:

« In de steenbakkersnijverheid is van rechtswege nietig elke overeenkomst gesloten tusschen het nijverheidshoofd en een zijner werklieden, strekkende om, door toekenning van de hoedanigheid van ondernemer aan een der werklieden, den patroon te onttrekken aan zijne beroepsaansprakelijkheid, zoowel met het oog op de burgerlijke wetten als op de strafwetten. »

Op die wijze, welke ook de akte zij waarin dit beding wordt opgenomen, is gezegd beding van rechtswege nietig. Dat zal ook het geval zijn met het werkplaatsreglement waarin dit beding wordt voorzien, zooals het thans gebeurt.

Is de tekst van artikel 1 voldoende? Dient men niet er een beding aan toe te voegen, zooals dit van artikel 2 der wet van 10 maart 1900, en te bepalen: « Het bewijs van het tegendeel is niet toegelaten ? »

De Middenafdeeling, daarover geraadpleegd, was van meening dat men artikel 1 van het voorstel in overeenstemming diende te brengen met artikel 2 der wet van 1900.

De onderteekenaars van het voorstel bepalen zich erbij, de nietigheid van dit beding der arbeidsovereenkomst uit te roepen; het scheen hun niet noodig, deze bepaling met eene straf te bekrachtigen. Dat deden ze om geene strafbepaling te mengen met een beding van burgerlijk recht; zij achtten het vooralsnu voldoende, de aansprakelijkheid van het hoofd der onderneming uit te strekken en ze niet meer te beperken bij de burgerrechtelijke gevolgen der arbeidsovereenkomst; wordt het wetsvoorstel goedgekeurd, dan zal het hoofd der onderneming strafrechtelijk aansprakelijk zijn, maar zij achtten het niet noodig hun verbod te bekrachtigen met eene straf, evenmin als de wetgever van 1900 het deed.

Uit de toekomst zal blijken of in dien zin dient te worden volhard en of men geen straf dient te voorzien voor hen die deze zoo stellige bepaling overtreden.

*
* * *

Dat zijn echter niet de eenige misbruiken, die in de steenbakkersnijverheid worden gepleegd.

Er is een ander misbruik dat de onderteekenaars van het voorstel wenschen te zien uitroeien. Hier geldt het niet meer een voorstel van burgerlijk recht, het geldt eene strafbepaling en, indien onze medeleden gemeend hebben de twee door hen voorgestelde artikelen te mogen vereenigen in één enkel wetsvoorstel, dan gingen zij op die wijze te werk omdat het er om te doen is, misbruiken te bestrijden, die zich in eene en zelfde nijverheid voordoen, naar aanleiding van hetzelfde voorwerp, de arbeidsovereenkomst, en omdat zij hopen spoediger tot een goeden uitslag te geraken dan wanneer de voorstellen zouden gescheiden zijn, om afzonderlijk aan de afdeelingen onderworpen, afzonderlijk door eene Middenafdeeling bestudeerd en afzonderlijk op de dagorde van de werkzaamheden der Kamer opgenomen te worden.

Die tweede reeks misbruiken betreft veeleer het betalen van het werkloon. De toelichting van het wetsvoorstel is dienaangaande duidelijk genoeg, opdat het niet meer noodig zij het te bestrijden misbruik nog uiteen te zetten.

Door de steenbakkersbazen wordt het loon hunner werklieden onrechtstreeks afgehouden in verhoudingen die door de wet zijn verboden. De wet van 1900 op de arbeidsovereenkomst voorziet afhoudingen van werkloon; artikel 26 bepaalt onder welke voorwaarden ze mogen gedaan worden, en stelt een maximum vast dat de patroon niet mag te boven gaan. Dat maximum is het vijfde van het werkloon. Doch ook in dit geval is die bepaling door geen straf bekrachtigd.

Uit de ondervinding blijkt dat dit gemis van bekrachtiging eene betreurenswaardige leemte was in de wet: de bepalingen der wet van 1900 dienaangaande worden stelselmatig ontdoken door de steenbakkersbazen. Zooals de heer de Bethune het bewezen heeft, houden ze soms tot de drie vijfden van het loon af, en, daar de aldus afgehouden sommen niet in bewaring

gegeven of gestort zijn, overeenkomstig artikel 26 der wet van 10 Maart 1900, in de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, is de betengeling van dat misbruik onzeker en zijn de werklieden bedrogen.

Behelst de wet van 1900 geen strafbepaling, dan toch komt er eene voor in de wet van 16 Augustus 1887 tot regeling van het betalen van het werkloon; artikel 10 voorziet eene reeks straffen. De onderteekenaars van het thans behandeld wetsvoorstel hebben eenvoudig uit de wet van 1887 de straffen overgenomen, die dienen toegepast te worden op de overtredingen van artikel 26 der wet van 1900, waarbij de afhoudingen van werkloon zijn voorzien.

Zonderling genoeg: de Toelichting van het wetsontwerp, door den heer Minister Nijssens overgelegd, hield zich reeds bezig met dat misbruik, maar in 1896 koesterde men te veel vertrouwen en men beeldde zich te gemakkelijk in dat, om een misbruik uit te roeien, eene wetsbepaling zou volstaan zonder deze te moeten bekrachtigen.

Ziehier immers wat te lezen staat in die Toelichting:

« In een vrij groot getal nijverheidstakken is het thans het gebruik dat de » hoofden van ondernemingen, ten einde gedekt te zijn tegen de ongeoor- » loofde verbreking van verbintenis, de betaling van een gedeelte van het » loon bij iederen vervalldag uitstellen en dat loon als te goed opschrijven » tot den volgenden vervalldag. Deze handelwijze gaf aanleiding tot mis- » bruiken, namelijk in een aantal *steenbakkerijen* (1), waar soms de betaling » van meer dan de helft van het » loon uitgesteld wordt tot op 't einde » van 't werkseizoen, op gevaar af den werkmán in den meest benarden » toestand te brengen in geval van faillissement of van schorsing van beta- » len door het hoofd der onderneming.

» Alinea 2 heeft ten doel dat misbruik te verhelpen. Zoo men den aard » van het erin bepaald verbod in acht neemt, dan spreekt het van zelf dat » elke daarmede strijdige bepaling zou nietig zijn, wat hoegenaamd niet te » streng is, uit hoofde van de verzachting die in de laatste alinea voor- » komt. »

De tekst, voorgesteld door den achtbaren heer Nyssens, werd door de Middenafdeeling goedgekeurd, doch bij de openbare behandeling gewijzigd en volkomen veranderd. Die nieuwe tekst gaat uit van den achtbaren heer Renkin. Hij levert het voordeel op, het verbod nog beter te bepalen en de rechten der werklieden beter te waarborgen.

De Middenafdeeling had aangenomen dat het door den patroon afgehouden gedeelte van het loon moest toevertrouwd worden aan eenen derde, maar zij nam ook aan dat grootere gedeelten van het vervallen loon werden toevertrouwd, als waarborg en in gemeen overleg, aan eenen derde.

De wetgever nam deze zienswijze niet aan en was, met den heer Renkin, van meening, dat « het loon den werkmán toekomt van 't oogenblik dat » het werk is uitgevoerd en geleverd, en men niet kan aannemen dat,

(1) Dat woord is niet met cursiefletter gedrukt in de Memorie van toelichting.

» onder voorwendsel van waarborg, het loon het eigendom van den baas blijft. »

Er werd daarenboven beslist dat, zoo partijen het niet eens zijn betreffende eenen derde, de aldus afgehouden sommen zouden gestort worden in de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas.

Ten slotte bepaalt de wet een maximum voor de afhoudingen; deze mogen het $\frac{1}{3}$ van het loon niet overtreffen.

Dat amendement van den heer Renkin werd ingediend vooral om de misbruiken, die in de steenbakkersnijverheid voorkomen, te beletten, en toch is het nogmaals in diezelfde nijverheid dat dezelfde misbruiken voortwoekeren; wij hebben vastgesteld dat de loonafhoudingen soms de drie vijfden van het loon overtreffen; over 't algemeen trekken de werklieden maar één frank per duizend steen, terwijl de bedongen prijs fr. 2.50 is; de baas houdt het overige af tot volkomene voltooiing van het aangenomen werk en verwaarloost het inbewaring te geven in de Spaarkas of in handen van eenen derde, in gemeen overleg met zijne werklieden aangewezen.

't Schijnt moeilijk dat misbruik uit te roeien zonder toedoen van eene strafbepaling en, zooals de achtbare heer Francotte het zelf bekende ter zitting van 24 Mei 1905, hier geldt het veeleer eene overtreding der wet van 1887 op het betalen van het loon; de werkmán is om zoo te zeggen verplicht zijn loon af te staan aan den patroon, onder voorwendsel van waarborg en, zoodra er dwang wordt uitgeoefend, wordt de wet van 1887 overtreden.

Doch dat is enkel eene eenvoudige verklaring der wet op het betalen van het loon; dat is de persoonlijke zienswijze van den achtbaren Minister van Arbeid en van al wie hieromtrent zijne meening deelt. Ongelukkiglijk hier ook zijn de uitspraken van het gerecht tegenstrijdig, en het gebeurt maar al te dikwijls dat de vervolgingen, door de arbeidstoezieners tegen de patroons ingesteld, uitloopen op vrijspraak.

Om voortaan dergelijke misrekeningen te beletten, hebben de ondertekenaars van het voorstel dit aangevuld door het indienen van artikel 2.

Steunende op de ondervinding, en daar het eene overtreding geldt van de wet op het betalen van het loon — wet waarbij eene straf ter bekrachtiging wordt voorzien — hebben zij het onontbeerlijk geacht, om het misbruik uit te roeien, hun verbod met eene straf te bekrachtigen.

Evenals de afdeelingen, heeft de Middenafdeeling zich met die zienswijze vereenigd en bij eenparigheid harer leden de twee artikelen van het wetsvoorstel goedgekeurd.

De Verslaggever,

Ridder DE GHELLINCK D'ELSEGHEM.

De Voorzitter,

E. NERINCX.



Texte proposé par la section centrale.

ARTICLE PREMIER.

Dans l'industrie de la briqueterie, *est nulle de plein droit toute convention passée entre le chef d'industrie et un de ses ouvriers*, tendant à soustraire le patron à sa responsabilité professionnelle, civile ou pénale, en attribuant à l'un des ouvriers la qualité d'entrepreneur.

La preuve du contraire n'est pas admise.

ART. 2.

Dans l'industrie de la briqueterie, toute infraction à l'article 26 de la loi du 10 mars 1900, sur le contrat de travail, sera punie des peines prévues par l'article 10 de la loi du 16 août 1887, portant réglementation du payement des salaires.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

ARTIKEL 1.

In de steenbakkersnijverheid is *van rechtswege nietig elke overeenkomst gesloten tusschen het nijverheidshoofd en een zijner werklieden*, strekkende om, door toekenning van de hoedanigheid van ondernemer aan een der werklieden, den patroon te onttrekken aan zijne beroepsaansprakelijkheid, zoowel met het oog op de burgerlijke wetten als op de strafwetten.

Het bewijs van het tegendeel is niet toegelaten.

ART. 2.

In de steenbakkersnijverheid wordt elke overtreding van artikel 26 der wet van 10 Maart 1900 op de arbeidsovereenkomst gestraft met de straffen voorzien bij artikel 10 der wet van 16 Augustus 1887, waarbij de betaling der loonen wordt geregeld.